

RAPPORT DE LA RÉUNION RÉGIONALE SUR L'IA ET LA GOUVERNANCE DES DONNÉES

©2025,



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC GRANT / SUBVENTION DU CRDI : - ARTIFICIAL INTELLIGENCE FOR DEVELOPMENT POLICY INITIATIVE
II

RAPPORT

Atelier technique régional sur la gouvernance des données et l'utilisation éthique, responsable et inclusive de l'Intelligence Artificielle

28-30 Octobre 2024

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| Introduction | 1 |
| I. Contexte | 3 |
| II. Objectifs de l’atelier | 4 |
| A. Objectif principal..... | 4 |
| B. Objectifs spécifiques..... | 4 |
| III. Activités préparatoires de l’atelier | 5 |
| IV. Méthodologie de l’atelier | 6 |
| A. Sessions plénières..... | 6 |
| B. Travaux de groupe..... | 8 |
| V. Points essentiels et bilan des échanges | 9 |
| A. L’intelligence artificielle et les enjeux éthiques..... | 9 |
| B. Le cadre de gouvernance..... | 9 |
| C. La vulgarisation et la sensibilisation..... | 10 |
| D. La coopération régionale..... | 10 |
| E. Les financements pour la recherche et l’innovation..... | 10 |
| VI. Défis et opportunités | 11 |
| A. Défis identifiés..... | 11 |
| B. Opportunités exploitées..... | 11 |
| VII. Prochaines étapes | 12 |
| Conclusion | 12 |
| ANNEXES | 13 |

Introduction

L'intelligence artificielle (IA) est devenue un moteur majeur de transformation à l'échelle mondiale, impactant de nombreux secteurs comme l'agriculture, la santé, l'éducation et bien d'autres. Toutefois, son déploiement suscite également des questions complexes, notamment en matière de gouvernance des données, d'éthique et d'inclusion. Ces enjeux prennent une dimension particulière en Afrique francophone, où les infrastructures numériques restent insuffisantes et où des inégalités d'accès à la technologie persistent. En 2023, l'Afrique subsaharienne comptait encore une faible proportion de personnes ayant un accès fiable à Internet (environ 33% des africains étaient connectés)¹, ce qui limite l'accès aux outils d'IA et aux formations en ligne. Pour que l'IA puisse répondre aux défis locaux tout en tirant parti de son potentiel dans sa globalité, une approche sur mesure est nécessaire, tenant compte des spécificités économiques, sociales et culturelles de la région.

C'est dans ce sens que Niyel, une agence internationale de plaidoyer, pilote depuis 2021 **l'Initiative pour le Développement de l'Intelligence Artificielle (IDIA)**. Ce projet, dans sa première phase visait à pallier au manque de données probantes en Afrique francophone pour soutenir des politiques d'intelligence artificielle responsables.

A la suite de cette première étape, un **atelier technique régional sur la gouvernance des données et l'utilisation éthique, responsable et inclusive de l'intelligence artificielle dans les pays de l'Afrique de l'Ouest** marquant la première activité de la deuxième phase du projet, a été organisé du 28 au 30 octobre 2024 à Ouagadougou, Burkina Faso, en partenariat avec le Ministère de la Transition Digitale des Postes et des Communications Électroniques du Burkina Faso.

Cet atelier, s'inscrivant dans la vision d'IDIA de contribuer à l'adoption d'une intelligence artificielle responsable, éthique et adaptée aux spécificités de la région, à travers des recherches qui informent les stratégies et politiques nationales et régionales, a réuni une trentaine de participants. Ces derniers comprenaient des directeurs techniques de ministères, des chercheurs, et des experts en IA issus de divers pays d'Afrique francophone. Bien que tous les pays impliqués dans cette initiative n'aient pas pu être présents, leur coopération a été essentielle pour enrichir les échanges et poser les bases d'une collaboration régionale durable. Parmi les pays représentés, nous retrouvons : Le Burkina Faso, la Guinée, le Sénégal, le Mali,

¹ [L'Intelligence artificielle aura un impact sur près de 40% des emplois dans le monde](#)

la Côte d'Ivoire et le Bénin sans oublier la représentation de l'Agence du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Union Africaine (AUDA NEPAD).

Cette rencontre régionale avec les différents pays représentés a permis de jeter les bases de lignes directrices régionales qui tiennent compte des réalités spécifiques des pays participants et de la région francophone.

Un point de presse a été organisé en présence de figures importantes telles que Mme Valérie Traoré, Directrice Exécutive de Niyel, et le Dr Aminata Zerbo/SABANE, Ministre de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques du Burkina Faso. Cet événement a également bénéficié du soutien de M. Rimalba Jean Emmanuel Ouedraogo, Ministre d'État, Ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme, ainsi que de M. Karamoko Jean Marie Traoré, Ministre des Affaires Étrangères. Cette mobilisation souligne l'importance de la collaboration entre les décideurs pour aborder les enjeux de l'intelligence artificielle et promouvoir des solutions adaptées aux réalités africaines francophones.

I. Contexte

L'Intelligence Artificielle, pour être véritablement transformative et inclusive, doit être enracinée dans les spécificités culturelles, sociales et économiques des contextes locaux. C'est pourquoi l'élaboration de politiques éclairées par des recherches rigoureuses et adaptées revêt une importance cruciale pour garantir une adoption éthique et bénéfique de l'IA, en particulier en Afrique.

Niyel, une agence internationale de campagnes, de plaidoyer et d'affaires publiques basée à Dakar, Sénégal, se concentre sur la création de changements durables dans les politiques et les pratiques à travers divers secteurs. Depuis 2021, elle coordonne le projet "Initiative pour le Développement de l'Intelligence Artificielle" (IDIA) s'engageant ainsi dans le développement de politiques d'intelligence artificielle éthique en Afrique et travaillant avec des chercheurs et des décideurs politiques pour promouvoir des pratiques responsables et inclusives.

La première phase du projet s'est faite en collaboration avec le Centre Universitaire de Recherche et de formation aux technologies de l'Internet (CURI) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR) ainsi que l'Université Numérique Cheikh Hamidou Kane (UNCHK) du Sénégal. Axée sur la recherche et le renforcement de capacités des instituts de recherche cités, des données clés ont été collectées et analysées, ces travaux ont permis de fournir une base essentielle pour élaborer des politiques adaptées, intégrant les spécificités des contextes nationaux tout en respectant des principes éthiques et inclusifs.

Une deuxième phase du projet IDIA a été initiée ayant pour intérêt de vulgariser les produits de recherche et de contribuer à créer un changement et un impact dans les processus politiques relatives à l'Intelligence artificielle, en mettant l'accent sur les cadres politiques continentaux de l'Afrique sur l'IA. Tout au long de cette phase, Niyel se concentrera sur le développement des capacités des décideurs politiques, des parlementaires, des chercheurs, des innovateurs et du public sur les questions relatives à l'IA, en mettant la lumière sur les narratifs africains de l'IA, son utilisation, et les besoins des pays africains pour développer des stratégies nationales sur l'IA exclusive à leur contexte et leur culture.

C'est dans cette logique qu'a été organisé l'atelier faisant l'objet de ce rapport.

II. Objectifs de l'atelier

A. Objectif principal

L'objectif principal de l'atelier était de **développer des lignes directrices pour une utilisation éthique, responsable et inclusive de l'Intelligence Artificielle (IA) dans les pays d'Afrique francophone.**

Ces dernières permettront de fournir un cadre de référence pour les gouvernements, les entreprises et les organisations de la société civile, afin qu'ils puissent adopter des pratiques qui respectent les principes d'équité, de transparence, et de protection des données personnelles. Elles sont conçues pour orienter le développement et l'implémentation de technologies IA qui répondent aux besoins nationaux et locaux tout en prenant en compte les spécificités culturelles, économiques et sociales des pays participants. Ces lignes directrices serviront également à prévenir les risques associés à l'utilisation de l'IA, comme les biais algorithmiques et les atteintes à la vie privée, en veillant à ce que les solutions technologiques soient à la fois éthiques et bénéfiques pour les communautés locales.

Au final, les lignes directrices permettront ainsi d'établir une vision commune et cohérente de l'IA en Afrique francophone de l'Afrique de l'Ouest, favorisant une approche collective et durable pour un développement technologique qui soit à la fois innovant et respectueux des standards internationaux, droits de l'homme et des valeurs et réalités africaines.

B. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de cet atelier ont visé à approfondir plusieurs aspects essentiels pour la mise en place d'une gouvernance efficace de l'intelligence artificielle en Afrique francophone.

- Partager l'expérience des pays de l'Afrique de l'Ouest et apprendre de celle des pays les plus avancés en matière d'IA.
- Impulser une dynamique panafricaine sur l'IA responsable et éthique.
- Discuter des réglementations, législations et usages déjà existants et pouvant être adoptés.
- Étudier les perspectives de collaboration et échanger les expériences et les meilleures pratiques autour de l'adoption d'une gouvernance de données et une IA responsables, inclusives et respectueuses des droits des citoyens.

- Discuter des avantages potentiels et des risques associés à l'IA pour développer les lignes directrices pour une IA responsable en Afrique francophone.

III. Activités préparatoires de l'atelier

Afin de garantir le succès de l'atelier, plusieurs réunions de coordination ont été organisées avec l'équipe technique du Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques du Burkina Faso et le Centre d'Excellence Interdisciplinaire en Intelligence Artificielle pour le Développement (CITADEL). Ces rencontres ont permis de définir clairement les objectifs et la répartition des tâches et des responsabilités pour assurer une organisation efficace de l'atelier.

Les deux équipes de Niyel et du Ministère ont conjointement mobilisé les huit pays francophones de l'Afrique de l'Ouest et leurs représentants grâce à un travail de coordination et d'échange de toute information organisationnelle. Niyel a facilité l'organisation d'une réunion préparatoire virtuelle pour permettre aux directeurs techniques et experts des pays participants de partager leurs expériences et de présenter les écosystèmes nationaux en matière d'intelligence artificielle. Ce fut l'occasion de mettre en lumière les besoins communs concernant les infrastructures, la formation et la réglementation, des éléments essentiels à l'adoption de l'IA dans la région.

Plusieurs réunions se sont également tenues avec un groupe de quatre experts désignés par le ministère du Burkina Faso pour peaufiner les axes thématiques de l'atelier et élaborer conjointement la structure des lignes directrices. Ce travail de préparation a été essentiel pour intégrer des approches pragmatiques et inclusives, en tenant compte des réalités et des défis spécifiques de chaque pays participant.

Sur le plan logistique, une coordination minutieuse a été mise en place pour assurer la participation fluide des acteurs venus de différents points. Cela a garanti un événement bien structuré, où tous les participants ont pu pleinement s'impliquer dans les discussions et les travaux de groupe.

IV. Méthodologie de l'atelier

L'atelier s'est structuré autour de sessions plénières et de travaux de groupe.

A. Sessions plénières

Les sessions plénières ont été un élément clé de l'atelier, permettant de poser les bases de l'éthique, de la gouvernance et de l'intégration de l'intelligence artificielle dans le contexte de l'Afrique francophone. Chaque session a permis d'approfondir des thématiques cruciales pour le développement d'une IA adaptée aux réalités locales.

La première session a été consacrée à une introduction à l'Intelligence Artificielle et à l'IA éthique, présentant les fondements de l'IA ainsi que les principes directeurs pour une utilisation éthique et responsable. Les experts ont abordé la question des biais algorithmiques et de la nécessité de développer des systèmes transparents, équitables et respectueux des droits humains. Cette session a également souligné l'importance d'intégrer les valeurs sociales, culturelles et économiques locales dans le développement des technologies.

La deuxième session a porté sur la gouvernance des données et la mise en place d'une IA éthique, responsable et inclusive. Les intervenants ont discuté de la manière de gérer et de protéger les données personnelles tout en garantissant l'équité dans l'utilisation des technologies. Les enjeux de la souveraineté numérique ont été abordés, notamment dans le cadre de la gouvernance des données à l'échelle régionale, en insistant sur l'importance de la réglementation et de la création d'institutions régulatrices capables de faire face aux défis spécifiques des pays africains.

Lors de cette session, le représentant de l'AUDA-NEPAD, a mis en avant l'importance de la gouvernance des données et de l'éthique à l'ère de l'intelligence artificielle en Afrique. Il a souligné lors de sa présentation que la stratégie continentale de l'Union africaine sur l'IA s'aligne avec les aspirations de l'Agenda 2063. *Ainsi, la stratégie de l'Union Africaine cadre la vision panafricaine pour une "Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale"*

L'accent a également été mis sur l'objectif principal de la stratégie continentale de l'IA, qui est d'orienter les États membres de l'UA pour mettre en place des cadres nationaux de l'IA pour promouvoir une utilisation responsable de l'IA, réduire les risques potentiels et maximiser les opportunités qu'elle offre. Dans ce sens,

plusieurs technologies émergentes ont été identifiées comme prioritaires pour le développement socio-économique, notamment l'IA, les micro-réseaux électriques, la biologie synthétique et l'agriculture de précision. Tout cela sans manquer d'insister sur la nécessité de lois et cadres réglementaires solides, basés sur des principes éthiques, pour garantir que l'IA profite aux sociétés africaines sans leur nuire. Il a également mis l'accent sur l'importance d'une approche de gouvernance multidimensionnelle qui repose sur la transparence, l'équité et la responsabilité et a conclu en appelant à une évaluation continue des risques liés à l'IA et à une co-construction des politiques avec les décideurs pour assurer une mise en œuvre inclusive et durable des innovations technologiques en Afrique.

PLAIDOYER POUR L'IA EN AFRIQUE

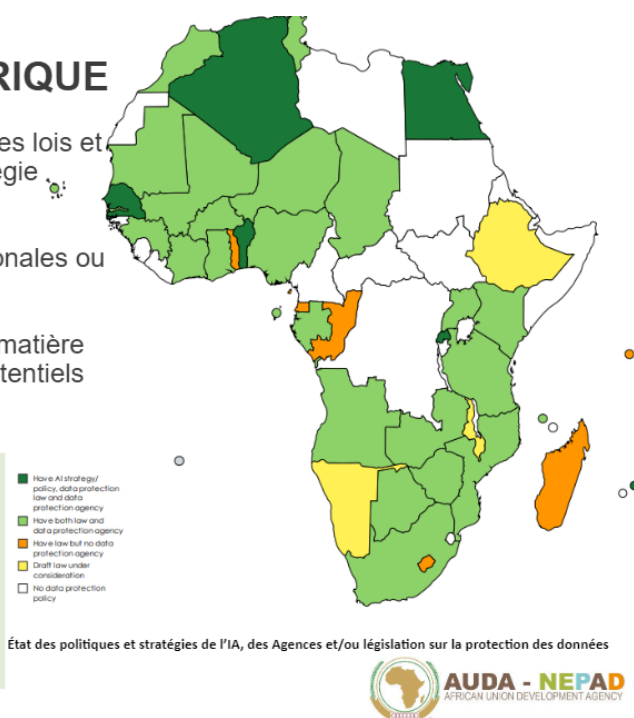
1) les États membres de l'UA devraient formuler des lois et des législations pour faciliter l'adoption de la stratégie continentale de IA

2) Elaboration des politiques (lois), stratégies nationales ou cadres réglementaires en matière d'IA

3) Présenter les activités et les plans en cours en matière d'IA pour démontrer les impacts et les résultats potentiels de l'économie de l'IA en Afrique.

Pourquoi la Stratégie de l'IA en Afrique?

- 1) Orienter les Etats Membres
- 2) Aligner aux priorités et aspirations de développement du continent: **Agenda 2063**
- 3) Promouvoir une **utilisation éthique**
- 4) Minimiser les risques
- 5) Tirer les plus de profits



La dernière session a permis de dresser un état des lieux du contexte de l'Afrique de l'Ouest francophone. Cette discussion avait permis aux participants de partager les spécificités de leurs écosystèmes nationaux en matière d'IA, mettant en lumière les défis communs et les besoins en infrastructures numériques, en formation et en cadre réglementaire. Cette session a servi à établir une vision partagée des obstacles à surmonter et des opportunités à saisir, afin de favoriser un développement inclusif et localement pertinent de l'IA.

B. Travaux de groupe

L'atelier a été conçu pour permettre une réflexion approfondie et collaborative autour des thématiques clés liées au développement et à la gouvernance de l'intelligence artificielle en Afrique francophone. Les participants ont été divisés en quatre groupes thématiques, correspondant aux principaux axes du projet de structure des lignes directrices. Ces thèmes ont été sélectionnés pour répondre aux besoins identifiés et relever les défis régionaux de manière ciblée.

Le premier groupe s'est penché sur le **cadre de gouvernance** harmonisé, en explorant les moyens de créer des directives communes pour encadrer l'utilisation de l'IA et la gestion des données. Ce thème visait à fournir des directives permettant de garantir une gouvernance éthique et responsable tout en prenant en compte les spécificités culturelles, sociales et économiques de la région.

Le deuxième groupe a abordé la **vulgarisation et la sensibilisation**, en mettant l'accent sur l'importance d'une meilleure compréhension des technologies d'IA par le grand public, les décideurs et les organisations. Ce groupe s'est intéressé aux stratégies devant faciliter l'adoption éclairée de ces technologies et promouvoir une appropriation locale.

Le troisième groupe s'est concentré sur la **coopération régionale**, en soulignant l'importance de renforcer les collaborations entre les pays d'Afrique francophone. L'objectif était de proposer des mécanismes pour partager des ressources, harmoniser les politiques publiques et créer des synergies autour des projets d'innovation technologique.

Enfin, le quatrième groupe a traité de la question incontournable des **financements pour la recherche et l'innovation**. Il a examiné les moyens de mobiliser les ressources nécessaires, notamment via des partenariats public-privé et des mécanismes régionaux, afin de soutenir les initiatives locales et les projets d'IA adaptés aux besoins des communautés.

À la fin de ces travaux de groupe, une séance plénière finale a permis de synthétiser les résultats et les conclusions proposées par chaque groupe. Les propositions ont été présentées à l'ensemble des participants, validées et affinées à travers des discussions collectives. Les conclusions finales à savoir, la formation pour développer des compétences adaptées, le renforcement des infrastructures numériques pour une souveraineté technologique, la mise en place de cadres réglementaires solides pour garantir une gouvernance éthique et inclusive et le

soutien à l'innovation locale, qui reprennent les points clés identifiés dans chaque groupe thématique, constituent un projet de lignes directrices concrètes pour les pays de la région, et offrent des solutions pratiques pour garantir un développement de l'IA qui soit à la fois éthique, responsable, et bénéfique pour les populations africaines.

V. Points essentiels et bilan des échanges

Les discussions menées autour des thématiques clés ont permis de dégager une vue d'ensemble enrichissante des priorités et orientations des lignes directrices pour l'adoption et le développement de l'intelligence artificielle en Afrique francophone. Ces échanges ont permis de dégager le contenu et de formuler des axes stratégiques devant faire partie de lignes directrices afin de répondre aux défis spécifiques de la région tout en intégrant des principes éthiques, inclusifs et adaptés aux contextes locaux.

A. L'intelligence artificielle et les enjeux éthiques

Les discussions ont révélé que l'intelligence artificielle soulève des questions éthiques non négligeables. En effet, bien que l'IA imite certaines capacités humaines, elle comporte des défis majeurs liés aux biais algorithmiques, souvent issus de données biaisées ou d'erreurs de développement. Cela nécessite une gestion éthique rigoureuse pour garantir la protection des données personnelles, promouvoir l'équité sociale et respecter les valeurs morales. En outre, l'éthique de l'IA implique des principes d'inclusion sociale, de transparence et de répartition équitable des bénéfices et des risques, ce qui est fondamental pour son adoption responsable dans la région.

B. Le cadre de gouvernance

Il ressort de ces discussions que, pour assurer une régulation efficace, il est indispensable de créer des normes et des mécanismes de régulation régionaux. Ces mécanismes visent à assurer la transparence des processus algorithmiques et à protéger les données personnelles des citoyens. La question de la souveraineté des données est également importante avec la nécessité de développer des mécanismes permettant aux pays de gérer et de protéger leurs données sans dépendre excessivement des solutions étrangères. Une régulation souple, mais claire, est envisagée pour permettre à la fois l'innovation technologique et une surveillance adéquate des pratiques. De plus, une collaboration intergouvernementale est essentielle pour établir des cadres juridiques harmonisés qui faciliteront la coopération régionale en matière d'IA et de gouvernance des données.

C. La vulgarisation et la sensibilisation

Il est apparu que la compréhension des concepts fondamentaux de l'IA doit être renforcée à tous les niveaux, des citoyens aux décideurs. Pour ce faire, il est proposé de développer des programmes de formation accessibles et adaptés aux besoins des populations. L'intégration de l'IA dans les curricula scolaires et universitaires, ainsi que la création d'espaces de discussion ouverts, sont des actions visant à garantir une appropriation plus large et plus inclusive des technologies, tout en dépassant les barrières technologiques.

Une adoption éclairée et responsable de l'IA, fondée sur une meilleure compréhension des risques et des bénéfices, devient ainsi un objectif prioritaire pour le développement technologique de la région.

D. La coopération régionale

Les discussions ont souligné l'importance de renforcer les collaborations entre les pays d'Afrique francophone. La mutualisation des ressources, le partage des bonnes pratiques et l'harmonisation des politiques publiques sont des actions essentielles pour faire face aux défis communs. La création de plateformes régionales permettant l'échange de données et de ressources, ainsi que l'établissement de réseaux de chercheurs et d'innovateurs, apparaissent comme des solutions pertinentes pour faciliter l'accès aux infrastructures et aux opportunités de collaboration transnationale.

E. Les financements pour la recherche et l'innovation

Le manque de financements adaptés à l'IA constitue un grand obstacle à l'émergence de solutions innovantes. Des mécanismes de financement spécifiques, tels que des fonds d'investissement régionaux et des partenariats public-privé, sont nécessaires pour soutenir la recherche fondamentale et le développement de projets concrets. De plus, l'accès des start-ups locales aux financements internationaux doit être renforcé afin de favoriser l'émergence d'entreprises technologiques capables de relever les défis locaux. Des initiatives de financement participatif pourraient également être explorées pour encourager les communautés locales à investir dans des projets adaptés à leurs besoins.

Ainsi, les discussions ont permis de dégager une vision claire des lignes directrices pour l'adoption de l'IA en Afrique francophone.

VI. Défis et opportunités

A. Défis identifiés

Les discussions au cours de l'atelier ont aussi mis en lumière les défis majeurs communs liés à l'IA dans les pays présents.

Un des principaux défis reste le *manque d'infrastructures numériques adéquates*, notamment en termes de connectivité et de centres de données. Cette carence freine l'adoption de l'IA et complique la mise en place de solutions locales adaptées. Par ailleurs, *la pénurie de compétences nationales spécialisées* constitue un obstacle de taille, exacerbant la dépendance technologique vis-à-vis de solutions étrangères souvent inadaptées aux besoins spécifiques du pays et de son contexte. Les *cadres juridiques fragmentés* ont également été identifiés comme un frein important, compliquant la mise en place d'une gouvernance harmonisée et efficace de l'IA. Enfin, *les préoccupations éthiques liées à la collecte et à l'utilisation des données personnelles* ont été soulevées, avec la nécessité de renforcer les mécanismes de protection pour instaurer la confiance des citoyens.

B. Opportunités exploitées

L'IA présente néanmoins des opportunités stratégiques majeures dans des secteurs clés comme l'agriculture et l'éducation. Dans le secteur agricole, des technologies telles que les drones et les algorithmes prédictifs pourraient améliorer la productivité et la résilience face aux changements climatiques. De même, dans le domaine de l'éducation, l'IA pourrait contribuer à une plus grande inclusion en développant des outils d'apprentissage adaptés aux langues locales et aux spécificités culturelles des régions. La collaboration régionale a également été identifiée comme une opportunité essentielle pour partager des ressources, mutualiser les infrastructures et harmoniser les politiques publiques. Cela permettrait de maximiser l'impact collectif de l'IA sur le développement économique et social.

Les participants ont conclu qu'il était essentiel d'adopter une approche contextualisée, centrée sur les besoins nationaux, pour maximiser les bénéfices de l'IA tout en minimisant ses risques.

VII. Prochaines étapes

À l'issue de cet atelier, les participants ont pu sortir avec un premier projet de lignes directrices pour une IA éthique, responsable et inclusive, qui sera ultérieurement rédigé par un groupe d'experts avec pour objectif d'en produire une version finale. Cependant, ce n'est que le début d'un processus plus large et inclusif. Il s'agira par la suite de s'assurer que ces lignes directrices ne restent pas de simples recommandations théoriques, mais qu'elles soient adoptées, adaptées et mises en œuvre de manière concrète au sein des différents pays participants voire au-delà.

Enfin, des événements de grande envergure à l'échelle continentale seront ciblés pour promouvoir les conclusions clés de l'atelier et renforcer leur impact. Ainsi, les lignes directrices feront l'objet des dialogues régionaux et des conférences sur l'IA afin de partager l'expérience des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest et d'en tirer les meilleures leçons pour une IA adaptée au contexte de la région.

Conclusion

Cet atelier a permis de poser des bases solides pour une gouvernance éthique et inclusive de l'IA en Afrique francophone. Il a facilité un dialogue constructif pour relever les défis spécifiques à la région et a représenté une opportunité pour les représentants des pays de présenter et de partager leurs expériences. Les participants ont échangé sur les opportunités offertes par l'IA qui permettent d'améliorer la communication, qu'il s'agisse de rendre nos interactions plus fluides, d'élargir l'accès à l'information, ou encore de valoriser nos langues locales à travers des technologies de traitement automatique du langage. L'accent a été aussi mis sur les risques de l'IA, en insistant sur le fait que ces avancées ne doivent pas se faire au détriment de nos spécificités culturelles. Il est donc essentiel que nous prenions part à la conception de ces technologies, en veillant à ce qu'elles intègrent pleinement nos réalités et aspirations africaines.

Les conclusions formulées à la fin de l'atelier résument les prémices de lignes directrices claires pour maximiser les opportunités de l'IA, en tenant compte des valeurs africaines et des droits humains fondamentaux. La mise en œuvre de ces recommandations déterminera l'impact futur de l'IA dans la région, pour un développement durable, équitable et respectueux des cultures africaines.

ANNEXES

1. Liste des participants

| | Nom & Prénom | Fonction/Structure |
|-----|-------------------|---|
| 1. | Haoua OUATTARA | <i>Directrice Générale de la Transformation Digitale</i> Ministère de la Transition Digitale des Postes et des Communications Électroniques Burkina Faso |
| 2. | Aly CHERIF | <i>Directeur National des Technologies de l'Information et de l'Economie Numérique</i> Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique Guinée |
| 3. | Karifa KOUYATÉ | <i>Directeur Application et Innovation Numérique</i> Agence Nationale de Digitalisation de l'État Guinée |
| 4. | Lukovi SEKE | <i>Chargé de programme,</i> <i>Division de la Science Technologie et Innovation</i> AUDA NEPAD |
| 5. | Gaspard DATONDJI | <i>Secrétaire Général Adjoint</i> Ministère du Numérique et de la Digitalisation Bénin |
| 6. | Georges M'BRA | <i>Conseiller Technique</i> Ministère de la Communication Côte d'Ivoire |
| 7. | Pascal NAKELSE | <i>Conseiller Technique</i> Institut National de Santé publique (INSP) Burkina Faso |
| 8. | Maxime Sié DA | Conseiller Technique Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) Burkina Faso |
| 9. | Hamidou TOGO | <i>Directeur de l'Informatique, du Contrôle et de l'Innovation Technologique</i> Autorité de Protection des Données à caractère Personnel - APDP Mali |
| 10. | Jacqueline KONATE | <i>Directrice Générale du Centre d'Intelligence Artificielle et de Robotique</i> |

| | | |
|-----|------------------------|--|
| | | Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique Mali |
| 11. | Isac MINGOU | Statisticien - Economiste Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR) Sénégal |
| 12. | Ibrahim P. CONGO | <i>Expert rattaché au Secrétariat Permanent de l'Innovation et de la Veille sur les Technologies Émergentes du Numérique</i> Ministère de la Transition Digitale des Postes et des Communications Électroniques Burkina Faso |
| 13. | Marc SAWADOGO | <i>Juriste</i> Secrétariat Permanent de l'Innovation et de la Veille sur les Technologies Émergentes du Numérique Ministère de la Transition Digitale des Postes et des Communications Électroniques Burkina Faso |
| 14. | Teg-Wende Idriss TINTO | <i>Directeur Exécutif</i> Open Burkina <i>Coordonnateur</i> CAFDO |
| 15. | Pousseni BAKOUAN | <i>Expert</i> Ministère de la Transition Digitale des Postes et des Communications Électroniques Burkina Faso |
| 16. | Der PODA | <i>Agent SPSE</i> Ministère de la Transition Digitale des Postes et des Communications Électroniques Burkina Faso |
| 17. | Wilfrid BATAKO | <i>Directeur de la cybersécurité</i> Direction de la Transformation Digitale Ministère de la Transition Digitale des Postes et des Communications Électroniques Burkina Faso |
| 18. | Francis DAYAMBA | Ministère de la Transition Digitale des Postes et des Communications Électroniques Burkina Faso |
| 19. | Rodrique KAFANDO | <i>Chargé de Recherche</i> CITADEL Université Virtuelle du Burkina Faso |
| 20. | Yaya TRAORE | <i>Secrétaire Permanent de l'Innovation et de la Veille sur les Technologies Émergentes du Numérique</i> |

| | | |
|-----|------------------------|---|
| | | Ministère de la Transition Digitale des Postes et des Communications Électroniques Burkina Faso |
| 21. | Amon BAZONGO | <i>Coordinateur</i> Tech Emerging Africa |
| 22. | Célestin BAMOGO | <i>CAT</i> Direction de la Transformation Digitale Ministère de la Transition Digitale des Postes et des Communications Électroniques Burkina Faso |
| 23. | Elise KABA | <i>Chargée de mission</i> Ministère de la Transition Digitale des Postes et des Communications Électroniques Burkina Faso |
| 24. | Jean Serge D. OUATTARA | <i>Directeur des Systèmes d'Information</i> Ministère de la Santé Burkina Faso |
| 25. | Brahim KERE | <i>Economiste</i> <i>DGEP</i> Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement |
| 26. | Valérie TRAORE | <i>Directrice Exécutive</i> NIYEL |
| 27. | Laetitia BADOLO | <i>Directrice du Plaidoyer et de l'impact</i> NIYEL |
| 28. | Eva VERSCHOOR | <i>Responsable de Programmes</i> NIYEL |
| 29. | Yossra KALLALI | <i>Chargée de Plaidoyer Senior</i> NIYEL |
| 30. | Angèle KANDE | <i>Chargée de Plaidoyer</i> NIYEL |
| 31. | Yasmina ZONGO | <i>Chargée de Plaidoyer Senior</i> NIYEL |
| 32. | Adéline ILBOUDO | <i>Chargée de Plaidoyer</i> NIYEL |

2. Couverture média

- FASO 7 : [Adaptation de l'intelligence artificielle aux réalités africaines : Des acteurs en conclave à Ouagadougou](#)
- BURKINA 24 : [Des experts de l'Afrique de l'Ouest francophone à Ouagadougou pour rationaliser l'utilisation de l'Intelligence Artificielle \(IA\)](#)
- RadioTélévision du Burkina: [Ouagadougou abrite depuis le 28 octobre 2024, un atelier technique régional autour de la Gouvernance des données et de l'utilisation éthique, responsable...](#)
- [Atelier IA: plusieurs recommandations faites - Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques](#)
- [Atelier régional sur l'Intelligence artificielle - Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques](#)
- [Intelligence artificielle : Un atelier technique pour une utilisation éthique de l'IA - NetAfrique.net](#)



nijel
—CHANGE CREATORS—